

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 25/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ALPHADEC

ZAC extension ZI du Hoquet
62510 Arques

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G1\ALPHADEC_(ex SAVERGLASS)_Arques_070.05524\2_Inspections\2025 07 17 AN25 sobriété hydrique (sécheresse)
Code AIOT : 0007005524

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/07/2025 dans l'établissement ALPHADEC implanté ZI DU LOBEL DU HOCQUET 62510 ARQUES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALPHADEC
- ZI DU LOBEL DU HOCQUET 62510 ARQUES
- Code AIOT : 0007005524
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société ALPHADEC exploite, sur le territoire de la commune d'Arques, une unité de satinage et de décoration de bouteilles et flacons en verre extra-blanc pour l'industrie des spiritueux.

L'établissement dispose :

- d'une ligne de satinage des bouteilles
- d'une ligne pour la décoration
- d'un entrepôt de stockage associé.

Il est autorisé par arrêté d'autorisation du 29 juillet 2013.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Sobriété hydrique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation de l'exploitant par rapport à l'arrêté préfectoral sécheresse	Arrêté Préfectoral du 01/07/2025, article 1	Sans objet
2	Arrêté relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2.I	Sans objet
3	Actions Vigilance renforcée	Arrêté Préfectoral du 01/07/2025, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 17/07/2025 fait suite à l'épisode de sécheresse du Pas-de-Calais. La visite a principalement un but pédagogique auprès de l'exploitant du fait de l'entrée en vigilance et ses conséquences des bassins versants de l'Audomarois et du Delta de l'Aa. L'exploitant n'est pas un gros consommateur d'eau ; néanmoins il a indiqué mettre en place des actions pour réduire sa consommation d'eau au quotidien. En séance, l'exploitant a indiqué ne pas avoir sensibilisé son personnel. Suite à la visite, l'exploitant a transmis le flash environnement à l'inspection et il a sensibilisé son personnel sur le sujet de la sécheresse.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation de l'exploitant par rapport à l'arrêté préfectoral sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2025, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété hydrique
Prescription contrôlée : Dans le département du Pas-de-Calais, les zones d'alerte sécheresse (définies à l'article 3 de l'arrêté cadre interdépartemental en date du 31 mai 2023 susvisé et précisées dans son annexe 5 ci-annexée) suivantes sont placées en situation de :

Zone d'alerte	Situation
Bassins versants côtiers du Boulonnais	Alerte sécheresse
Bassins versants de l'Audomarois et du Delta de l'Aa	Vigilance renforcée sécheresse
Bassin versant de la Lys	Vigilance renforcée sécheresse
Bassins versants de la Marque et de la Deûle	Vigilance renforcée sécheresse
Bassin versant de la Canche	Vigilance sécheresse
Bassin versant de l'Authie	Hors situation sécheresse
Bassins versants de la Scarpe amont et de la Sensée	Hors situation sécheresse

Constats :

L'inspection indique que la visite d'inspection réalisée a une vocation pédagogique afin d'informer sur l'entrée en période de vigilance renforcée sécheresse du bassin de l'Audomarois et du Delta de l'Aa et ses conséquences. Ce positionnement par le préfet du bassin à travers l'arrêté préfectoral du 01/07/2025 est un niveau supplémentaire par rapport à l'arrêté ministériel du 30/06/2023 qui comprend les situation de vigilance, alerte, alerte renforcée et crise. Du point de vue de l'arrêté ministériel du 30/06/2025, le département est en vigilance.

L'exploitant n'a pas connaissance de l'arrêté préfectoral (AP) du 01/07/2025 réglementant les usages de l'eau en vue de la préservation de la ressource en eau dans le département du Pas-de-Calais, ni de l'arrêté ministériel (AM) du 30/06/2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement. Néanmoins, l'exploitant a connaissance du niveau de vigilance sécheresse à travers les médias. L'exploitant n'est pas dans la liste de diffusion de l'inspection pour l'envoi des arrêtés sécheresses. L'inspection a transmis à l'exploitant l'arrêté préfectoral du 01/07/2025 et l'arrêté ministériel du 30/06/2023.

L'inspection rappelle les conséquences de :

- l'AP du 01/07/2025 : cet arrêté provoque la mise en application de l'AM du 30/06/2023 et l'application de son article 4 mesures de restriction des usages dans les zones d'alerte en situation de vigilance renforcée ;
- l'AM du 30/06/2023, l'exploitant a une autorisation de prélèvement dans le canal de Neufossé de

supérieur à 10 000 m³, ainsi cet arrêté provoque l'application de l'article 2 demandant pour le niveau vigilance , la sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site .

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Arrêté relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2.I

Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété hydrique

Prescription contrôlée :

Les installations classées mentionnées à l'article 1^{er}, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes :

- vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ;
- alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ;
- alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ;
- crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %.

Constats :

Le bassin versant de l'Audomarois et du Delta l'Aa a été placé en période de vigilance sécheresse selon l'AM du 30/06/2023. Il est demandé à l'exploitant de sensibiliser son personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site.

En séance, l'exploitant indique qu'aucune procédure n'a été formalisée. Néanmoins, il déclare que lors de l'accueil HSE, il est rappelé de faire attention à sa consommation d'eau.

L'affichage de la procédure écrite a été mis en œuvre par l'exploitant suite à la visite fin juillet 2025. L'exploitant a transmis par courriel le 31/07/2025 la procédure sous forme de flash environnement et une photo de l'écran de diffusion du site. Ce flash indique :

- le niveau du département,
- pourquoi agir,
- les actions du site
- quelques gestes simples au quotidien.

L'inspection informe l'exploitant sur les niveaux de gravité suivants définis dans l'AM du 30/06/2023 (alerte, alerte renforcée , crise) si le niveau de sécheresse du bassin devait se dégrader et leurs conséquences définies à l'article 2 de cet AM :

- alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ;
- alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ;
- crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %.

L'inspection rappelle que le préfet peut prescrire par AP des mesures différentes (à la hausse ou la baisse) non définies à ce jour. Ainsi, l'AP du 01/07/2025 en son article 4 impose des mesures de restriction des usages dans les zones d'alerte en situation de vigilance renforcée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Actions Vigilance renforcée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2025, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété hydrique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 4 : mesures de restriction des usages dans les zones d'alerte en situation de vigilance renforcée</p> <p>Des mesures de restriction des usages de l'eau sont mises en place dans les zones d'alerte en situation de vigilance renforcée sécheresse définies à l'article 1 du présent arrêté :</p> <p>[...]</p> <p>Activités artisanales, commerciales et industriels :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les activités artisanales, commerciales, industrielles doivent limiter au strict nécessaire leur consommation d'eau. [...] - A défaut de dispositions spécifiques contenues dans leurs arrêtés d'autorisation et sauf dérogation spécifique accordée par le Préfet, les ICPE autorisées à prélever plus de 1 000 m³/jour dans les eaux de surface ou plus de 80 m³/heure dans les eaux souterraines réduisent de 5% le volume moyen journalier prélevé de la quinzaine représentative de l'activité de l'établissement précédant la prise du 1er arrêté sécheresse pour l'épisode de sécheresse en cours. - les ICPE soumises à autorisation au titre de la nomenclature ICPE voient leur autorisation de prélèvement dans le réseau d'eau potable réduite de 5%, sauf dérogation spécifique accordée par le Préfet. - Pour les artisans, les commerçants et les autres industriels, il est demandé de recourir à des méthodes de travail permettant d'économiser l'eau avec un objectif sur l'année d'économie de 5%.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a une autorisation pour effectuer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des prélèvements jusqu'à 7 455 m³/an dans l'eau du canal de Neufossé via la pompe du site d'Alphaglass qui possède un débit autorisé de 800m³/jour, cette eau est utilisée pour le process (une partie pour traitement de surface externe des bouteilles et une partie pour le satinage) ; - des prélèvements dans le réseau d'eau potable jusqu'à 10 550 m³ /an répartis comme suit : usage sanitaire pour les locaux sociaux et également dans le process pour les traitements finaux des bouteilles comme le lavage des bouchons où l'eau du canal ne peut-être appliquée pour des raisons sanitaires. <p>L'inspection rappelle que l'exploitant n'est pas classé comme un gros consommateur d'eau, néanmoins si l'état du bassin devait se dégrader en période de sécheresse, l'État devra prendre des décisions pour limiter les consommations d'eau afin de garantir de l'eau pour les populations et les hôpitaux.</p>

L'exploitant déclare avoir mené des actions pour baisser de 2 000m³/ansa consommation d'eau :

- récupération des eaux de distillat du système d'évaporateur concentrateur mis en place, soit 150 m³/mois
- espacement de la fréquence du changement de bains de rinçage/décapage, soit 30 m³/ mois

De plus, l'exploitant précise que le site ferme en période estivale pour un arrêt annuel limitant sa consommation durant cette période de sécheresse.

L'inspection rappelle à l'exploitant que si l'état du bassin versant devait se dégrader par la suite, et qu'il ne pouvait pas mettre en œuvre les actions de restriction demandées dans l'AP, une demande de dérogation serait possible mais pas automatiquement accordée.

Type de suites proposées : Sans suite